ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Réformes institutionnelles, le 17 juin 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 6 mai 1988 relatif au classement des véhicules en catégories, au permis de conduire, aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire et aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur", a donné le 24 juin 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 17 juni 1991 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Institutionele Hervormingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 mei 1988 betreffende de indeling van de voertuigen in categorieën, het rijbewijs, de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht tot sturen en de voorwaarden voor erkenning van de scholen voor het besturen van motorvoertuigen", heeft op 24 juni 1991 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Alinéa 4.

Le visa de la loi relative à la police de la circulation routière doit être rédigé comme suit :

"Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, modifiée par les lois des 12 juillet 1973, 9 juin 1975, 9 juillet 1976, 14 juillet 1976, l'arrêté royal nE 140 du 30 décembre 1982, les lois des 29 février 1984 et 21 juin 1985".

Alinéa 5 nouveau.

Il convient d'insérer un nouveau visa rédigé comme suit :

"Vu la loi du 18 juillet 1990 modifiant la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, et la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments, ainsi que les accessoires de sécurité, notamment l'article 39".

Alinéas 5 à 9.

Les alinéas 5 à 9 doivent devenir les alinéas 6 à 10.

Proposant.

La mention des ministres proposants doit être complétée par celle du ministre des Affaires étrangères, en raison de la mission qui lui est confiée par l'article 6 en projet (article 2 du projet).

Dispositif.

Article 2.

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 2.

1E Les articles 10 à 12 du même arrêté sont abrogés.

2E Le chapitre II de la partie II, du même arrêté est remplacé par un chapitre II, rédigé comme suit, et comprenant les articles 4 à 9" : ...".

Article 5, I, 1E, en projet.

A l'article 5, I, 1E, il faut écrire : "satisfaire aux conditions d'obtention d'un permis de conduire, visées à l'article 2, § 1er".

Article 5, I, 2E, en projet.

Il convient d'écrire : "... loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968 ...". Cette observation vaut pour la suite du projet.

Article 5, I, 4E, en projet.

Le texte amendé de l'article 5, I, 4E, serait mieux rédigé comme suit :

"4Ene pas avoir été condamné à une déchéance du droit de conduire.

Cette condition n'est, toutefois, pas requise du candidat qui sollicite un permis de conduire provisoire modèle 1 ou modèle 2, pour autant qu'il ait réussi l'examen théorique, médical et psychologique en vue de sa réintégration dans le droit de conduire.

Il n'est pas tenu compte des condamnations assorties d'un sursis à l'exécution de la totalité de la déchéance, ni des condamnations pour lesquelles l'intéressé a obtenu la réhabilitation ou qui ont été effacées".

Article 5, I, 6E, a), quatrième tiret, en projet.

Mieux vaut écrire le texte amendé comme suit :

"2EL'article 5, I, 6E, A) est complété par un d) rédigé comme suit :

"d)au candidat ... sa validité à la suite d'une condamnation à une ... provisoire modèle 1 ou modèle 2"".

Article 5, II, 3E, en projet.

Dans le texte français, il faut écrire "des choses". La même observation vaut pour l'article 8, II, 2E, en projet.

Article 5, II, 4E, en projet.

Après le point-virgule, il y a lieu de poursuivre le texte de manière continue et d'omettre la majuscule au mot "Les".

Article 5 III, 2E, en projet.

Il convient de viser l'alinéa 28, § 2, alinéa 5, et non "dernier alinéa". Cette observation vaut également pour les articles 7, § 2, alinéa 2, 8, III, 2E, et 9, § 3, alinéa 3, en projet.

Article 5, III, 3E, en projet.

L'article 5, III, 3E, serait mieux rédigé comme suit :

"3E ne pas avoir été, dans les trois dernières années, condamné à une déchéance du droit de conduire, même assortie d'un sursis partiel, et avoir réussi les examens de réintégration ... (la suite comme au projet)".

Article 5, III, 4E, 2e tiret (devenant b), en projet.

Le texte ne peut se comprendre que si l'on sous-entend qu'il s'agit d'"infractions graves pour lesquelles le guide a obtenu sa réhabilitation ou ont été effacées".

Il n'est, en effet, pas possible de prendre en considération des infractions lorsqu'il y a eu effacement ou réhabilitation. Le texte doit être revu.

Article 5, III, 5E, en projet.

1. a) Le point suivant le mot "document" devrait être remplacé par un point-virgule et être suivi d'une minuscule.

b) En outre, le début de la seconde phrase : "Cette interdiction ne vaut pas :" devrait être remplacé par les mots : "...; cette interdiction ne s'applique pas : ...".

Cette dernière observation vaut également pour l'article 8, III, 6E, en projet.

2. Le a), devenant A., serait mieux rédigé ainsi :

"A)à l'égard de ses enfants ou pupilles ou de ceux de son conjoint".

Article 5, IV, en projet.

1. L'article 5, IV, contient deux alinéas qui s'intègrent mal dans l'énumération que comporte l'article 5 en projet. Il est, dès lors, proposé d'omettre la subdivision IV et d'ajouter deux nouveaux alinéas à l'article 5.

2. A l'article 5, IV, alinéa 2, en projet devenant l'article 5, alinéa 3, il convient d'écrire "conditions fixées à l'alinéa 1er, III".

Article 6, § 2, 1E, devenant l'alinéa 2, 1E, en projet.

A l'article 6, § 2, 1E, nouveau, les mots "ou de la dernière résidence principale" doivent être omis.

Article 6, § 3, 5E, devenant l'alinéa 3, 5E, en projet.

Les références à l'article 5 en projet doivent être adaptées en tenant compte des modifications apportées à cet article. Cette dernière observation vaut également pour le 6E.

Article 7, § 4, en projet.

L'obligation faite au titulaire d'un permis, déchu du droit de conduire, de restituer le document à l'autorité qui le lui a délivré est contraire à l'article 46, § 1er, alinéas 1er et 2, des lois coordonnées du 16 mars 1968, qui prévoit que le permis ou le titre d'apprentissage doit être remis au greffier de la juridiction qui a rendu la décision.

C'est le greffier qui, suivant le paragraphe 3 de la même disposition, transmet ensuite le document à l'autorité qui l'a délivré.

Cet article 46 est abrogé par l'article 23 de la loi du 18 juillet 1990, qui le remplace par une disposition chargeant le Roi de déterminer les formalités qui doivent être accomplies en ce qui concerne l'exécution des déchéances du droit de conduire.

Toutefois, cet article 23 n'est pas encore en vigueur et il ne figure pas parmi les articles de la loi du 18 juillet 1990 énumérés à l'article 48 du texte en projet.

Par conséquent, le texte proposé ne peut, en l'état actuel de la législation, être admis.

Article 7, § 7, en projet.

Le paragraphe 7 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 7. Le candidat n'est pas autorisé à conduire, de vingt-deux heures jusqu'au lendemain à six heures, le vendredi, le ...".

Article 7, § 8, en projet.

Au paragraphe 8, alinéa 1er, les mots "cette dernière pouvant être l'autre guide éventuellement mentionné sur le permis de conduire provisoire" sont superflus et peuvent donc être omis.

Article 8, I, 2E, en projet.

Il faut ajouter, in fine : "en vertu de l'article 21", pour conserver le parallélisme avec l'article 5, I, 2E.

Article 8, I, 3E, en projet.

Cette disposition doit être rédigée sur le modèle de l'article 5, I, 4E.

Article 8, III, 3E, en projet.

Cette disposition doit être rédigée sur le modèle de l'article 5, III, 4E, deuxième tiret (devenant b).

Article 8, IV en projet.

Le IV devrait devenir l'alinéa 2 de l'article 8 pour la raison exposée à propos de l'article 5, IV, en projet. Il convient ensuite de viser l'alinéa 1er, III, au lieu de "point III".

Article 9, § 1er, en projet.

Il vaudrait mieux maintenir le parallélisme avec l'article 6 et régler la durée de la licence après l'énonciation des documents à joindre à la demande; de la sorte, la durée de validité de la licence serait réglée dans un paragraphe 3, les paragraphes 3 et 4 actuels étant décalés d'un numéro.

Article 9, § 5, 1E, en projet.

Le 1E du paragraphe 5 est en contradiction avec l'article 8, IV.

En effet, il est prévu que la licence perd sa validité si l'un des guides ne suit pas l'apprentissage complémentaire. Or, pour être désigné comme guide (article 8, III, 5E et IV), il faut précisément avoir suivi l'apprentissage complémentaire. Par conséquent, si plus d'un guide est désigné, il est nécessairement satisfait à la condition de l'apprentissage complémentaire.

Article 9, § 7, en projet.

Le paragraphe 7 appelle la même observation que celle formulée à propos de l'article 8, alinéa 1er.

Article 9, § 8, alinéa 3, en projet.

Le paragraphe 8, alinéa 3, contient la même contradiction avec l'article 8, IV que le paragraphe 5, 1E : il faut avoir suivi l'apprentissage complémentaire pour être guide.

Article 9, § 9, en projet.

Il y a lieu de s'inspirer de la rédaction proposée pour l'article 7, § 7.

Article 5.

1. Le texte amendé de l'article 20, § 2, d, devenant 4E, en projet appelle l'observation qui a été faite sous l'article 5, I, 4E.

2. Au g, devenant 6E, il faut écrire : "... sont déterminés par le ministre qui ...".

3. L'alinéa 3 nouveau prévoit la suspension de l'agrément par décision motivée; il n'est, par contre, pas prévu que le retrait doit faire l'objet d'une décision motivée.

D'après le fonctionnaire délégué, les deux décisions doivent être motivées.

Il serait donc préférable d'omettre les mots "par décision motivée" dans l'alinéa 3 et d'ajouter un alinéa 4 rédigé comme suit :

"Ces décisions sont motivées".

Au surplus, dans l'alinéa 3 du texte français, il y a lieu d'écrire le mot "entendu" au pluriel.

Article 6.

A l'article 21, § 3, 1E, amendé, en projet, il faut remplacer le mot "approuvé" par le mot "déterminé".

Article 8.

1. Dans le paragraphe 2 de l'article 23 nouveau, il faut remplacer le mot "approuvée" par le mot "déterminées". Dans le texte néerlandais, le mot "gedelegeerde" doit être remplacé par le mot "gemachtigde".

2. Au paragraphe 6 du même article 23, il serait préférable d'écrire, au lieu de "l'examen est à considérer comme un échec" : "il est considéré comme ayant échoué".

3. Au paragraphe 7, il faut remplacer le mot "approuvées" par le mot "déterminées" et, à la fin, supprimer

les mots "d'Heverlee". Dans le texte néerlandais, le mot "gedelegeerde" doit être remplacé par le mot "gemachtigde".

4. Au paragraphe 10, il faut supprimer les mots "selon le cas".

Article 9.

Au 1E, le paragraphe 2, 3E, a), alinéa 3, il est fait référence à la déclaration prévue à l'article 28, § 2, de l'arrêté royal du 6 mai 1988, modifié par l'article 12, 1E, en projet. Cette déclaration est celle par laquelle le candidat atteste qu'à sa connaissance, il n'est pas atteint d'un des défauts physiques ou d'une des affections mentionnées dans l'annexe 6 de l'arrêté royal du 6 mai 1988.

Dans son avis du 27 juillet 1987, la Commission européenne a déclaré à propos du projet qui allait devenir l'arrêté royal du 6 mai 1988 :

"Article 28, § 2.

> Selon le 4ème alinéa de ce paragraphe "le candidat au permis valable pour la catégorie A1, A2, A3, B ou BE qui ne s'estime pas autorisé à signer la partie de la déclaration relative à la capacité visuelle, doit subir un examen effectué par un ophtalmologue de son choix".
>
> Cette disposition n'est pas conforme au point 5 (Capacité visuelle) de l'Annexe III à la directive 80/1263/CEE selon laquelle "Tous les candidats à un permis de conduire doivent subir un examen confié à un personnel convenablement formé".

Il ne convient donc pas de laisser au candidat le soin d'apprécier lui-même s'il a la capacité visuelle suffisante pour obtenir un permis de conduire".

Il n'a pas été tenu compte de cette observation dans le texte en projet.

Article 10.

A la phrase liminaire du 2E, il faut écrire : "Le i), alinéa 2", et non "L'alinéa 2 du i)".

Article 12.

Au 2E, il convient d'écrire :

"2Edans le paragraphe 3 du texte néerlandais, le mot ...".

Article 15.

Au 1E, le membre de phrase qui est inséré dans le paragraphe 1er doit l'être après le mot "ressemblante", et non pas "rassemblante".

Article 19.

Il faut mentionner l'article 36, alinéa 1er, au lieu de l'article 36.

Article 26.

Il y a lieu de remplacer les mots "acte motivé" par les mots "décision motivée" et d'écrire : "ou être retirés".

Article 27.

L'article 82, § 1er, 2E, en projet appelle la même observation que celle faite sous l'article 5, I, 4E.

Article 28.

Le 3E de l'article 84 nouveau prévoit que si l'instructeur n'obtient pas le brevet dans le délai imparti, il est mis fin à son engagement.

Le contrat qui lie l'instructeur à l'école de con-duite est un contrat de droit privé. Il n'appartient pas au Roi de prévoir que ce contrat sera résilié dans l'hypothèse envisagée. Une telle résiliation n'est possible que si elle

est prévue dans le contrat lui-même. Il n'existe aucune base sur laquelle le projet pourrait régler cette question de droit social.

Article 29.

1. Dans le texte français, il convient d'écrire "prévue à l'alinéa 3" au lieu de "prévue au troisième alinéa".

2. Il n'est pas indiqué de viser les "conditions fixées à l'article 85" puisque le projet concerne l'article 85.

Mieux vaudrait écrire : " aux conditions fixées au présent article".

Article 30.

A l'article 86, § 7 nouveau, il convient d'écrire : "... dont le modèle est déterminé par le ministre ...".

Article 33.

A l'article 92 en projet, il y a lieu d'écrire : "aux articles 93 à 96", plutôt que "aux articles suivants".

Article 34.

L'article 93, alinéa 1er, en projet, du texte français, serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 93. L'examen ... est un examen écrit et oral portant sur ...".

Article 38.

L'article 101 en projet comporte des paragraphes 2 à 4, mais pas de paragraphe 1er. Cette omission doit être réparée en faisant précéder l'alinéa 1er de la mention "§ 1er".

Article 40.

A l'article 108, § 6, 3E, en projet, les termes "sans préjudice de l'application du 1E et du 2E" doivent être omis, le 1E et le 2E de ce paragraphe étant d'application par eux-mêmes.

Article 45.

Mieux vaudrait écrire dans le texte français : "Aussi longtemps que", plutôt que "Tant que".

Article 47.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 47. Les annexes 2 et 3 originelles du même arrêté en deviennent respectivement les annexes 12 et 13 en remplacement des annexes qui portent le même numéro.

Les annexes 1 et 2 du présent arrêté forment les annexes 2 et 3 de l'arrêté royal du 6 mai 1988".

Articles 48 et 49.

1. L'article 48 dispose que certains articles de la loi du 18 juillet 1990 entrent en vigueur, mais ne précise pas à quelle date.

Comme l'article 49 dispose que le projet entre en vigueur le 1er octobre 1991, l'article 48 est appelé à entrer en vigueur à la même date.

Mieux vaudrait, dès lors, fondre les articles 48 et 49 en un seul article rédigé comme suit :

"Art. 48. Entrent en vigueur le 1er octobre 1991 :

1E Les articles 1 à 3, 7 (...).

2E Le présent arrêté ...".

2. A l'article 48 devenant l'article 48, 1E, l'intitulé, en français, de la loi du 21 juin 1985 est incorrectement reproduit.

Il convient, en effet, d'écrire : "ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité ...".

Article 50
(devenant l'article 49).

Le ministre des Affaires étrangères doit également être chargé de l'exécution de l'arrêté.

Signatures.

Le ministre des Affaires étrangères doit figurer parmi les ministres signataires.

OBSERVATIONS FINALES.

1. Le texte en projet est très mal rédigé; sans doute l'arrêté royal du 6 mai 1988 relatif au classement des véhicules en catégories, au permis de conduire, aux décisions judiciaires portant déchéance du droit de conduire et aux conditions d'agrément des écoles de conduite de véhicules à moteur, qu'il modifie, l'est tout autant. Pour une meilleure lisibilité et compréhension, il eut été préférable

de réécrire entièrement ce dernier arrêté à l'occasion des modifications projetées (il en est ainsi notamment de l'article 52, § 4, amendé).

2. Dans la phrase liminaire d'un texte modificatif, il y a lieu de viser le texte d'origine avec les modi-fications que celui-ci a déjà subies. Ainsi, à l'article 4, il faut écrire : "L'article 19, § 1er, du même arrê-té, modifié par l'arrêté royal du 17 septembre 1988, est remplacé par la disposition suivante ...".

3. Lorsqu'un alinéa comporte une subdivision (ou une énumération), il faut la désigner par 1E, 2E, 3E et 4E puis, le cas échéant, par a, b, c et d. Si nécessaire, les lettres A et B peuvent être utilisées entre ces deux dési-gnations (par exemple à l'article 5, I, 6E, et III, 5E en projet). L'usage de tirets est, dans tous les cas, à pros-crire.

4. Il est rappelé que les paragraphes servent à grouper plusieurs alinéas. Dès lors, la division en paragraphes doit être omise, lorsque les divers paragraphes d'un article ne comporteraient qu'un seul alinéa.

Il n'y a pas lieu non plus de numéroter des ali-néas en 1E et 2E ainsi que c'est le cas à l'article 90, § 1er, en projet.

5. Quoi qu'il soit d'usage de ne pas interrompre une énumération par l'insertion de phrases ou d'alinéas in-cidents, le Conseil d'Etat a estimé qu'il pouvait en l'espè-ce être dérogé à cette règle en raison de la longueur de certains alinéas et de la structure de l'arrêté modifié qui lui même déroge à la règle en question.

6. Il va de soi que les modifications nécessaires doivent être apportées aux articles qui se réfèrent à des articles modifiés en fonction des observations reprises ci-dessus.

Aanhef.

Vierde lid.

De verwijzing naar de wet betreffende de politie over het wegverkeer moet als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, gewijzigd bij de wetten van 12 juli 1973, 9 juni 1975, 9 juli 1976, 14 juli 1976, het koninklijk besluit nr. 140 van 30 december 1982, de wetten van 29 februari 1984 en 21 juni 1985;".

Nieuw vijfde lid.

Er behoort een nieuwe aanhefverwijzing te worden ingevoegd, luidende :

"Gelet op de wet van 18 juli 1990 tot wijziging van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, en van de wet van 21 juni 1985 betreffende de technische eisen waaraan elk voertuig voor vervoer te land, de onderdelen ervan, evenals het veiligheidstoebehoren moeten voldoen, inzonderheid op artikel 39;".

Het vijfde tot het negende lid.

Het vijfde tot het negende lid moet het zesde tot het tiende lid worden.

Voordrachtformulieren.

De vermelding van de voordragende ministers moet worden aangevuld met de vermelding van de minister van Buitenlandse Zaken, vanwege de opdracht die hem wordt toevertrouwd door het ontworpen artikel 6 (artikel 2 van het ontwerp).

Bepalend gedeelte.

Artikel 2.

Het zou beter zijn de inleidende volzin als volgt te stellen :

"Art. 2.

1E De artikelen 10 tot 12 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

2E Hoofdstuk II van deel II van hetzelfde besluit wordt vervangen door een hoofdstuk II, bestaande uit de artikelen 4 tot 9, luidende : ...".

Het ontworpen artikel 5, I, 1E.

In artikel 5, I, 1E, schrijve men : moet voldoen aan de in artikel 2, § 1, bedoelde voorwaarden om een rijbewijs te behalen;".

Het ontworpen artikel 5, I, 2E.

Men schrijve : "... de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, ...". Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

Het ontworpen artikel 5, I, 4E.

Het zou beter zijn de geamendeerde tekst van artikel 5, I, 4E, als volgt te redigeren :

"4Emag niet veroordeeld geweest zijn tot een verval van het recht tot sturen.

Aan die voorwaarde moet echter niet worden voldaan door de kandidaat die een voorlopig rijbewijs model 1 of model 2 wil behalen, voor zover hij geslaagd is voor het theoretisch, medisch en psychologisch examen met het oog op zijn herstel in het recht tot sturen.

Er wordt geen rekening gehouden met de veroordelingen met uitstel voor de uitvoering van het verval in zijn geheel, noch met de veroordelingen waarvoor de betrokkene eerherstel heeft gekregen of die uitgewist zijn".

Het ontworpen artikel 5, I, 6E, a), vierde streepje.

Het zou beter zijn de geamendeerde tekst als volgt te stellen :

"2EArtikel 5, I, 6E, A), wordt aangevuld met een d), luidende :

d)op de kandidaat ... verloren heeft ten gevolge van een veroordeling tot ... een voorlopig rijbewijs model 1 of model 2 wenst te behalen".

Het ontworpen artikel 5, II, 3E.

In de Franse tekst schrijve men : "des choses". Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen artikel 8, II, 2E.

Het ontworpen artikel 5, II, 4E.

De punt na het woord "teken" dient te worden vervangen door een kommapunt. De tekst loopt gewoon door en "behalve" wordt met een kleine letter geschreven.

Het ontworpen artikel 5, III, 2E.

Er behoort te worden verwezen naar artikel 28, § 2, vijfde lid, en niet naar het "laatste lid". Die opmerking geldt eveneens voor de ontworpen artikelen 7, § 2, tweede lid, 8, III, 2E, en 9, § 3, derde lid.

Het ontworpen artikel 5, III, 3E.

Het zou beter zijn artikel 5, III, 3E, als volgt te stellen :

"3Emag tijdens de laatste drie jaar niet veroordeeld geweest zijn tot een verval van het recht tot sturen, zelfs met gedeeltelijk uitstel, en moet geslaagd zijn voor de herstelexamens die ... (voorts zoals in het ontwerp).

Het ontworpen artikel 5, III, 4E, 2de streepje (dat b wordt).

De tekst kan alleen worden begrepen als men ervan uitgaat dat het gaat om "zware overtredingen waarvoor de begeleider eerherstel heeft gekregen of die uitgewist zijn".

Het is immers niet mogelijk overtredingen in aanmerking te nemen na de uitwissing ervan of nadat eerherstel is verleend. De tekst moet worden herzien.

Het ontworpen artikel 5, III, 5E.

1. a) De punt na het woord "afgegeven" zou moeten worden vervangen door een kommapunt, waarop een kleine letter volgt.

b) Bovendien zou het begin van de tweede zin : "Dat verbod geldt niet :" moeten worden vervangen door de woorden : ..., dat verbod is niet van toepassing : ...".

Die opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 8, III, 6E.

2. Punt a), dat A wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"A)ten aanzien van de eigen kinderen of pleegkinderen of die van de echtgenoot".

Het ontworpen artikel 5, IV.

1. Het ontworpen artikel 5, IV, bevat twee leden die zich niet goed laten inpassen in de opsomming welke het ontworpen artikel 5 behelst. Derhalve wordt voorgesteld rubriek IV weg te laten en twee nieuwe leden toe te voegen aan artikel 5.

2. In het ontworpen artikel 5, IV, tweede lid, dat artikel 5, derde lid, wordt, schrijve men "voorwaarden bepaald in het eerste lid, III".

Het ontworpen artikel 6, § 2, 1E, die het tweede lid, 1E, wordt.

In het nieuwe artikel 6, § 2, 1E, moeten de woorden "of zijn laatste hoofdverblijf had" vervallen.

Het ontworpen artikel 6, § 3, 5E, die het derde lid, 5E, wordt.

De verwijzingen naar het ontworpen artikel 5 moeten worden aangepast rekening houdend met de in dat artikel aangebrachte wijzigingen. Deze opmerking geldt ook voor de bepaling onder 6E.

Het ontworpen artikel 7, § 4.

De verplichting voor de houder van een rijbewijs die vervallen verklaard is van het recht tot sturen, om het document terug te geven aan de overheid die het hem heeft afgegeven, is in strijd met artikel 46, § 1, eerste en tweede lid, van de gecoördineerde wetten van 16 maart 1968, dat bepaalt dat het rijbewijs of het scholingsbewijs moet worden bezorgd aan de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft uitgesproken.

Volgens paragraaf 3 van dezelfde bepaling stuurt de griffier het document dan aan de overheid die het heeft afgegeven.

Dat artikel 46 is opgeheven door artikel 23 van de wet van 18 juli 1990, waarbij het wordt vervangen door een bepaling die de Koning ermee belast de formaliteiten vast te stellen die moeten worden vervuld met betrekking tot de uitvoering van de vervallenverklaringen van het recht tot sturen.

Dat artikel 23 is evenwel nog niet van kracht en het staat niet bij de artikelen van de wet van 18 juli 1990 die zijn opgesomd in artikel 48 van de ontworpen tekst.

Bijgevolg is de voorgestelde tekst, zoals de wetgeving nu is, onaanvaardbaar.

Het ontworpen artikel 7, § 7.

Paragraaf 7 zou beter worden geredigeerd als volgt :

"§ 7. De kandidaat mag niet sturen van tweeëntwintig uur tot zes uur 's anderendaags op vrijdag, ...".

Het ontworpen artikel 7, § 8.

In paragraaf 8, eerste lid, kunnen de woorden "deze laatste mag de andere begeleider zijn die eventueel op het voorlopig rijbewijs vermeld is" als overbodig vervallen.

Het ontworpen artikel 8, I, 2E.

In fine moet worden toegevoegd "krachtens artikel 21", ter wille van de gelijklopendheid met artikel 5, I, 2E.

Het ontworpen artikel 8, I, 3E.

Deze bepaling moet worden geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 5, I, 4E.

Het ontworpen artikel 8, III, 3E.

Deze bepaling moet worden geredigeerd naar het voorbeeld van artikel 5, III, 4E, tweede streepje (dat b wordt).

Het ontworpen artikel 8, IV.

Punt IV zou het tweede lid van artikel 8 moeten worden om de reden die is uiteengezet bij het ontworpen artikel 5, IV. Verder dient te worden verwezen naar het eerste lid, III, in plaats van naar "punt III".

Het ontworpen artikel 9, § 1.

Het zou beter zijn de gelijklopendheid met artikel 6 te bewaren en de duur van de vergunning te regelen na de opsomming van de documenten die bij de aanvraag moeten worden gevoegd; aldus zou de geldigheidsduur van de vergunning worden geregeld in een paragraaf 3 en zouden de huidige paragrafen 3 en 4 met een nummer opschuiven.

Het ontworpen artikel 9, § 5, 1E.

De bepaling onder 1E van paragraaf 5 is in tegenspraak met artikel 8, IV.

Er wordt immers bepaald dat de vergunning haar geldigheid verliest als een van de begeleiders niet de aanvullende scholing volgt. Maar om als begeleider te worden aangewezen (artikel 8, III, 5E, en IV) moet men precies de aanvullende scholing hebben gevolgd. Daaruit volgt dat als meer dan een begeleider wordt aangewezen, noodzakelijkerwijze is voldaan aan de voorwaarde van de aanvullende scholing.

Het ontworpen artikel 9, § 7.

Bij paragraaf 7 moet dezelfde opmerking worden gemaakt als bij artikel 8, eerste lid.

Het ontworpen artikel 9, § 8, derde lid.

In paragraaf 8, derde lid, staat dezelfde tegenstrijdigheid met artikel 8, IV, als in § 5, 1E : om begeleider te zijn, moet men de aanvullende scholing hebben gevolgd.

Het ontworpen artikel 9, § 9.

Men basere zich op de redactie die is voorgesteld voor artikel 7, § 7.

Artikel 5.

1. Bij de geamendeerde tekst van het ontworpen artikel 20, § 2, d, dat 4E wordt, moet dezelfde opmerking worden gemaakt als bij artikel 5, I, 4E.

2. In de bepaling onder g, die 6E wordt, schrijve men : "... waarvan de inhoud en de organisatie bepaald worden door de minister tot wiens bevoegdheid het wegverkeer behoort, of zijn gemachtigde".

3. Het nieuwe derde lid bepaalt dat de erkenning kan worden opgeschort bij een gemotiveerde beslissing; er is echter niet bepaald dat de intrekking moet geschieden bij een gemotiveerde beslissing.

Volgens de gemachtigde ambtenaar moeten de twee beslissingen gemotiveerd zijn.

Het verdient dan ook de voorkeur de woorden "door gemotiveerde beslissing en" in het derde lid te schrappen en een vierde lid toe te voegen, geredigeerd als volgt :

"Die beslissingen worden met redenen omkleed".

Bovendien schrijve men in het derde lid van de Franse tekst het woord "entendu" in het meervoud.

Artikel 6.

In het geamendeerde ontworpen artikel 21, § 3, 1E, moet het woord "goedgekeurd" worden vervangen door het woord "bepaald".

Artikel 8.

1. In paragraaf 2 van het nieuwe artikel 23 moet het woord "goedgekeurd" worden vervangen door het woord "bepaald" en het woord "gedelegeerde" door het woord "gemachtigde".

2. In paragraaf 6 van hetzelfde artikel 23 zou het beter zijn in plaats van "het examen wordt als niet geslaagd beschouwd" te schrijven "hij wordt als niet geslaagd beschouwd".

3. In paragraaf 7 moet het woord "goedgekeurd" worden vervangen door het woord "bepaald", moet het woord "gedelegeerde" worden vervangen door het woord "gemachtigde" en moeten aan het slot de woorden "te Heverlee" vervallen.

4. In paragraaf 10 moeten de woorden "naargelang van het geval" vervallen.

Artikel 9.

In de bepaling onder 1E, § 2, 3E, a), derde lid, wordt verwezen naar de verklaring bedoeld in artikel 28, § 2, van het koninklijk besluit van 6 mei 1988, gewijzigd bij het ontworpen artikel 12, 1E. In die verklaring bevestigt de kandidaat bij zijn weten niet te lijden aan een van de in bijlage 6 van het koninklijk besluit van 6 mei 1988 genoemde lichaamsgebreken of aandoeningen.

In haar advies van 27 juli 1987 heeft de Europese Commissie in verband met het ontwerp dat het koninklijk besluit van 6 mei 1988 zou worden, verklaard :

"Article 28, § 2.

Selon le 4ème alinéa de ce paragraphe "le candidat au permis valable pour la catégorie A1, A2, A3, B ou BE qui ne s'estime pas autorisé à signer la partie de la déclaration relative à la capacité visuelle, doit subir un examen effectué par un ophtalmologue de son choix".

Cette disposition n'est pas conforme au point 5 (Capacité visuelle) de l'Annexe III à la directive 80/1263/CEE selon laquelle "Tous les candidats à un permis de conduire doivent subir un examen confié à un personnel convenablement formé".

Il ne convient donc pas de laisser au candidat le soin d'apprécier lui-même s'il a la capacité visuelle suffisante pour obtenir un permis de conduire".

In de ontworpen tekst is met die opmerking geen rekening gehouden.

Artikel 10.

In de inleidende volzin van de bepaling onder 2E schrijve men : "i), tweede lid" in plaats van "het tweede lid van i)".

Artikel 12.

In de bepaling onder 2E schrijve men :

"2Ein paragraaf 3 van de Nederlandse tekst wordt het woord ...".

Artikel 15.

In de Franse tekst van de bepaling onder 1E moet het in paragraaf 1 ingevoegde zinsdeel worden ingevoegd na het woord "ressemblante" en niet "rassemblante".

Artikel 19.

Er moet artikel 36, eerste lid, worden geschreven in plaats van artikel 36.

Artikel 26.

De woorden "gemotiveerde akte" dienen te worden vervangen door de woorden "met redenen omklede beslissing" en er dient te worden geschreven : "of worden ingetrokken".

Artikel 27.

Bij het ontworpen artikel 82, § 1, 2E, moet dezelfde opmerking worden gemaakt als bij artikel 5, I, 4E.

Artikel 28.

Het nieuwe artikel 84, 3E, bepaalt dat als de instructeur binnen de voorgeschreven termijn niet het brevet behaalt, een einde wordt gemaakt aan zijn aanstelling.

De overeenkomst die de instructeur aan de rijschool bindt, is een privaatrechtelijke overeenkomst. Het is niet aan de Koning om te bepalen dat die overeenkomst zal worden opgezegd in het bedoelde geval. Zo'n opzegging is slechts mogelijk als ze in de overeenkomst zelf bepaald is. Er bestaat geen enkele grond op basis waarvan het ontwerp die sociaalrechtelijke kwestie zou kunnen regelen.

Artikel 29.

1. In de Franse tekst schrijve men "prévue à l'alinéa 3" in plaats van "prévue au troisième alinéa".

2. Het is niet aangewezen om te spreken van de "voorwaarden die in artikel 85 zijn vastgesteld" omdat het ontwerp betrekking heeft op artikel 85.

Het zou beter zijn te schrijven : "aan de in dit artikel gestelde voorwaarden".

Artikel 30.

In het nieuwe artikel 86, § 7, schrijve men : "... waarvan het model wordt bepaald door de minister tot ...".

Artikel 33.

In het ontworpen artikel 92 schrijve men "in de artikelen 93 tot 96" in plaats van "in de volgende artikelen".

Artikel 34.

Het ontworpen artikel 93, eerste lid, zou in het Frans beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 93. L'examen ... est un examen écrit et oral portant sur ...".

Artikel 38.

Het ontworpen artikel 101 heeft paragrafen 2 tot 4 maar geen paragraaf 1. Die nalatigheid moet worden verholpen door het eerste lid te laten voorafgaan door de vermelding "§ 1".

Artikel 40.

In het ontworpen artikel 108, § 6, 3E, moeten de woorden "onverminderd de toepassing van 1E en 2E" vervallen omdat de bepalingen onder 1E en 2E van die paragraaf vanzelf van toepassing zijn.

Artikel 45.

Het zou beter zijn in de Franse tekst te schrijven : "Aussi longtemps que" in plaats van "Tant que".

Artikel 47.

Het artikel zou beter worden geredigeerd als volgt :

"Art. 47. De oorspronkelijke bijlagen 2 en 3 van hetzelfde besluit worden respectievelijk de bijlagen 12 en 13 ter vervanging van de bijlagen met hetzelfde nummer.

De bijlagen 1 en 2 van dit besluit vormen de bijlagen 2 en 3 van het koninklijk besluit van 6 mei 1988".

Artikelen 48 en 49.

1. Artikel 48 bepaalt dat sommige artikelen van de wet van 18 juli 1990 in werking treden maar zegt niet op welke datum.

Aangezien artikel 49 bepaalt dat het ontwerp op 1 oktober 1991 in werking treedt, moet artikel 48 in werking treden op dezelfde datum.

Het zou dan ook beter zijn de artikelen 48 en 49 samen te voegen in één artikel, geredigeerd als volgt :

"Art. 48. Op 1 oktober 1991 treden in werking :

1E De artikelen 1 tot 3, 7 (...).

2E Dit besluit ...".

2. In artikel 48, dat artikel 48, 1E, wordt, is het opschrift van de wet van 21 juni 1985 in het Frans niet juist weergegeven.

Er dient immers te staan : "ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité ...".

Artikel 50

(dat artikel 49 wordt).

De minister van Buitenlandse Zaken moet eveneens worden belast met de uitvoering van het besluit.

Ondertekening.

De minister van Buitenlandse Zaken moet bij de ondertekenende ministers staan.

SLOTOPMERKINGEN.

1. De ontworpen tekst is zeer slecht geredigeerd; het koninklijk besluit van 6 mei 1988 betreffende de indeling van de voertuigen in categorieën, het rijbewijs, de rechterlijke beslissingen houdende vervallenverklaring van het recht tot sturen en de voorwaarden voor erkenning van de scholen voor het besturen van motorvoertuigen, dat door het ontwerp gewijzigd wordt, is dat weliswaar evenzeer. Ter wille van een betere leesbaarheid en verstaanbaarheid zou het verkieslijk geweest zijn laatstgenoemd besluit volledig te herschrijven ter gelegenheid van de geplande wijzigingen (dat is inzonderheid het geval met het geamendeerde artikel 52, § 4).

2. In de inleidende volzin van een wijzigingstekst dient de oorspronkelijke tekst te worden vermeld met de wijzigingen die daarin al zijn aangebracht. Zo schrijve men in artikel 4 : "Artikel 19, § 1, van hetzelfde besluit,

gewijzigd bij het koninklijk besluit van 17 september 1988, wordt vervangen door de volgende bepaling ...".

3. Als een lid wordt onderverdeeld (of een opsomming bevat) moet dat worden aangeduid door 1E, 2E, 3E en 4E en dan, in voorkomend geval, door a, b, c en d. Zo nodig kunnen de letters A en B worden gebruikt tussen die twee wijzen van aanduiding (bijvoorbeeld in het ontworpen artikel 5, I, 6E, en III, 5E). Het gebruik van streepjes is in elk geval te verwerpen.

4. Er zij nogmaals op gewezen dat de paragrafen dienen om verscheidene leden samen te brengen. Bijgevolg moet de indeling in paragrafen vervallen wanneer de verscheidene paragrafen van een artikel slechts uit één lid zouden bestaan.

Er is ook geen reden om bepaalde leden te nummeren met 1E en 2E, zoals wordt gedaan in het ontworpen artikel 90, § 1.

5. Hoewel het gebruik wil dat een opsomming niet wordt onderbroken door de invoeging van tussenzinnen of -leden, heeft de Raad van State geoordeeld dat in dit geval van die regel kon worden afgeweken wegens de lengte van bepaalde leden en wegens de structuur van het gewijzigde besluit, waarin zelf van de bewuste regel wordt afgeweken.

6. Het spreekt vanzelf dat de nodige wijzigingen moeten worden aangebracht in de artikelen die verwijzen naar artikelen die zijn gewijzigd op basis van de bovenstaande opmerkingen.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. P. HERBIGNAT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. S. SAINT-VITEUX, référendaire adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. HERBIGNAT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. S. SAINT-VITEUX, adjunct-referendaris.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.